

Une patience de mosaïstes

ORBE Sur demande des députés, le Conseil d'État a remis le dossier de revalorisation de la Villa Boscéaz sur la table.

Si tous les chemins mènent à Rome, toutes les discussions ne tournent pas autour d'Orbe. En effet, le PLR Patrick Simonin, soutenu par l'ensemble des députés nord-vaudois, avait déposé un postulat demandant au gouvernement d'étudier des pistes pour protéger et valoriser le site romain urbigène, en mars 2018. « Cela fait dix ans que les interventions se succèdent et que les réponses ne convainquent pas les parlementaires », a pointé Patrick Simonin. On ne demande pas que l'État soit le seul investisseur, mais qu'il étudie un projet et un budget avec les acteurs locaux. » Et le socialiste Hugues Gander de faire remarquer son étonnement : « Le Conseil d'État, propriétaire, se dit prêt à soutenir une mise en valeur mais ne veut pas prendre le leadership. » Le conseiller d'État

Pascal Broulis s'est défendu en rappelant que le Canton verse des sommes à la Fondation Pro Urba qui gère le site et qu'il a également dû établir des priorités budgétaires. Le gouvernement a privilégié une vision globale du patrimoine romain. « Le Grand Conseil a accepté le principe que l'on vienne le moment venu et non pas dans les délais réglementaires. On travaille sur la loi sur le patrimoine, dont un projet devrait être en consultation l'année prochaine », a noté le PLR sainte-crix. Il a précisé que le Canton cherche une voie pour valoriser les sites vaudois, étant donné que l'État a décidé de garder un concept multisites avec un épice centre à Avenches. « On ne pourra pas forcément répondre dans un délai de quelques mois ou une année car c'est bien plus vaste qu'Orbe. » • C. Md